



HAL
open science

”L’histoire ambiguë: croissance et développement en question”

Daniel Dufourt

► **To cite this version:**

Daniel Dufourt. ”L’histoire ambiguë: croissance et développement en question” : Un livre de P. Dockès et B. Rosier.. Economie et Humanisme, 1989, 306, pp.64-70. halshs-00461320

HAL Id: halshs-00461320

<https://shs.hal.science/halshs-00461320>

Submitted on 4 Mar 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'histoire ambiguë. croissance et développement en question

Un livre de P. Dockès et B. Rosier

par daniel dufourt

Il y a déjà plus de vingt-cinq ans, le grand historien Eric Hobsbawm constatait que « l'on peut douter de l'existence d'une tendance universelle permettant le passage au capitalisme » (1) tout en observant, par ailleurs, qu'il ne faisait aucun doute qu'en Europe Occidentale et dans une partie des pays méditerranéens entre l'an 1000 et 1800 « l'évolution économique avançait de façon réelle dans la même direction » (1). Cette direction et ce cheminement sont ceux qui allaient assurer la victoire du capitalisme. Pourquoi et comment ? Telles sont les deux questions au centre de l'ouvrage de Pierre Dockès et Bernard Rosier intitulé « *L'Histoire ambiguë* » (2). Plus exactement, et nous aurons à préciser les ambitions et les enjeux de ce changement de perspective pourquoi et comment n'en alla-t-il pas autrement ?

Une démarche originale

Pierre Dockès et Bernard Rosier ont, en effet, choisi de remettre en question les interprétations économiques du développement du capitalisme afin de dissiper les illusions dont elles sont porteuses et notamment celles qui inspirent dans les diverses nations du Tiers monde la conception et la mise en œuvre de stratégies de développement déterminées. Afin d'éviter l'écueil historiciste, qui conduit à confondre le développement historique réel et la connaissance que l'on en a, connaissance approchée et toujours remise en cause par l'évolution des théories qui la rendent possible, P. Dockès et B. Rosier adoptent une démarche originale qui mérite d'être saluée comme la seule tentative contemporaine de critique de l'Economie politique, prenant acte pour les dépasser des nombreux travers scientistes qui ont dénaturé au XX^e siècle la théorie marxiste de l'histoire. Cette démarche tend à récuser la pratique, longtemps présentée comme la seule logiquement concevable (3), qui assigne à la méthodologie historique le contrôle exclusif de la correspondance entre objet de connaissance et objet réel. En effet, à l'opposé de la connaissance de l'histoire, qui, en tant que savoir théorique, « n'est pas plus historique que n'est sucrée la connaissance du sucre » (4) la méthodologie historique est toujours historiquement située parce qu'elle véhicule, dans sa mise en œuvre même et souvent à l'insu des historiens eux-mêmes, une représentation du social non toujours explicitée.

(1) E. HOSSBAWM « Du féodalisme au capitalisme » *Marxism Today*, août 1962, repris dans le recueil de Maurice DOBB et Paul M. SWEEZY, « Du féodalisme au capitalisme: Problèmes de la transition », tome II. Maspero 1977, p. 8 et 12.

(2) P. DOCKES et B. ROSIER « L'Histoire ambiguë. Croissance et développement en question », P.U.F., Collection L'Economie en liberté, Paris Septembre 1988, 355 p.

(3) cf. Friedrich Von HAYEK « Scientisme et sciences sociales. Essai sur le mauvais usage de la raison », Traduit de l'anglais par Raymond BARRE. Plon, Paris, , 1953

(4) L. ALTHUSSER, E. BALIBAR « Lire le Capital » tome I, Maspero, Paris, 1977, p. 132

Les nombreuses références que font P. Dockès et B. Rosier à la notion d'économie-monde qui, dans son acception néo-braudelienne, renvoie à l'œuvre de l'historien I. Wallerstein (5), nous fournissent une illustration saisissante à cet égard. Pour cet historien américain l'expression « économie-monde » n'est au fond que le nom par lequel il désigne un phénomène historique singulier, perçu comme la résultante de toute une série de processus sociaux ayant trait au fonctionnement des activités économiques, à la vie politique, et au mouvement des idées. Toutefois, pour aboutir à la mise en évidence de ce phénomène historique, il faut partir de questions, lesquelles suscitent à leur tour le choix des méthodes d'investigation appropriées, qui sont précisément celles à l'aide desquelles les sociologues (6), les politologues (7) et les économistes (8) contemporains cherchent à identifier le processus de formation du système de l'économie mondiale actuel. Or ces questions, qui reflètent la perception du mouvement des sociétés qu'ont aujourd'hui ces différents spécialistes, ne préjugent en rien de leur adhésion à telle théorie de la connaissance historique, qu'elle soit d'inspiration marxiste ou libérale.

Outre le fait que les théories de l'histoire, ainsi mises en cause, ont inspiré des stratégies d'acteurs qui, à leur tour, ont infléchi le développement historique réel, il existe un autre facteur qui appelle et justifie le recours, au-delà des théories qui rendent possible la connaissance du capitalisme, à une réflexion de type méta-historique sur les relations entre conceptions du social et méthodologies historiques. Cet autre facteur renvoie à l'évolution de la pensée (économique, sociologique, etc.) qui conduit à modifier le contenu et les fonctions de certains concepts au sein d'une même structure théorique. Lorsque cette structure théorique a pour objet la connaissance du capitalisme on conçoit que les variations qui l'affectent modifient notre compréhension des événements historiques singuliers dont cette structure théorique autorisait jusque-là l'interprétation. Ainsi le processus de développement du capitalisme a-t-il une histoire ambiguë, contradictoire ; et l'ambiguïté naît moins de la complexité des événements réels qui forment la base matérielle de cette histoire que du caractère mouvant des théories qui prétendent en rendre compte, et plus encore du caractère incommensurable de leurs conceptions du social, reflet des contradictions qui traversent les sociétés qui les produisent.

Ces réflexions liminaires destinées à rendre hommage au projet des auteurs, en dévoilant la pertinence et les difficultés de celui-ci, ont aussi pour objet d'en situer les enjeux sur le plan scientifique et de dissiper par là les malentendus éventuels relatifs à la nature des enseignements que l'on peut retirer de la lecture de leur ouvrage. Il ne s'agit point d'un nouveau traité de la connaissance historique, ni des fondements d'une théorie inédite du développement du capitalisme, préoccupations qui sont au centre de travaux antérieurs des auteurs (9). Il s'agit ici de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une forme nouvelle d'analyse, visant à permettre la conquête, après la mise à bas des citadelles de l'historicisme et de l'économisme, de la signification des mouvements sociaux qui font l'histoire. Restituer cette signification, c'est aussi s'engager pleinement dans les combats qui en commandent l'issue. Une théorie, quelle qu'elle soit, du capitalisme ne saurait exprimer la signification des luttes ouvrières. Tout au plus peut-elle prétendre en expliquer les effets, pour autant que ces luttes

(5) I. WALLERSTEIN « Capitalisme et économie-monde », tome I, Flammarion, Paris, 1980.

(6) A. BERGESEN (dir. publ.) « Studies of the modern world system », Academic Press, New York, 1980.

(7) J.N. ROSENEAU « The scientific study of foreign policy », The Free Press, New York, 1971. J. HENKLEURDIJK « De la politique internationale à la politique transnationale : un changement de paradigmes ? », Revue Internationale des Sciences Sociales.

(8) cf. C.A. MICHALET « Le capitalisme mondial », P.U.F., Paris, D. DUFOURT « L'économie mondiale comme système », P.U.L., Lyon, 1979.

(9) cf. P. DOCKES, B. ROSIER « Questions aux historiens », P.U.L., Lyon, 1977. P. DOCKES, B. ROSIER « Rythmes économiques : crises et changement social. Une perspective historique », La Découverte, Paris, 1983.

remettent en cause les caractéristiques fondamentales de l'ordre productif au sein duquel elles se déploient. Dès lors, c'est en croisant des prises de vue sur des phénomènes sociaux majeurs, — les transformations du rapport salarial, l'innovation technologique, la démocratie politique, le changement culturel — que l'on pourra faire émerger les significations associées à l'avènement du capitalisme, à ses crises de mutation, significations au regard desquelles les alternatives à ce système social, tant actuelles que passées, trouveront enfin leur véritable densité historique.

Des « leçons énigmatiques »

Quelles sont donc ces « leçons énigmatiques » de l'histoire occidentale telles que nous les retracent P. Dockès et B. Rosier ? Avant d'aborder la synthèse des résultats de leur investigation historique, nous nous proposons de rappeler les principales étapes de leur enquête. Celle-ci débute par un examen des « faits porteurs d'avenir » qui accompagnent la révolution féodale des XI^e-XIII^e siècles. Les auteurs mettent ainsi l'accent sur deux matrices fondamentales des futurs rapports sociaux de production : le grand domaine et la ville. C'est, en effet, dans le grand domaine rural que s'élaborent, en définitive, les formes et les normes d'extraction d'un surplus, dont la croissance et les types d'affectation, en favorisant l'essor du grand commerce international, rendent possible sinon nécessaire la renaissance des villes. Mais il s'agit de villes « nouvelles », au sens où l'on assiste progressivement à une urbanisation du commerce et à un transfert de l'activité manufacturière des grands domaines ruraux vers les villes. Ce mouvement va d'ailleurs précipiter la ruine de la petite noblesse, entraîner la suppression de la réserve et le recul de l'autonomie domaniale. La ville est également moderne, dans la mesure où la différenciation sociale accrue qui y prend place sous l'effet de l'accroissement de la division manufacturière du travail s'accompagne d'une nouvelle conception de l'exercice du pouvoir, de la politique et du fonctionnement de la société. Ininterrompue par la grande dépression des XIV^e et XV^e siècles, la révolution féodale a cependant été la source de deux innovations majeures, enjeux autant que produit des conflits sociaux de cette période : le grand moulin hydraulique, instrument de l'accaparement du surplus par la seigneurie banale et l'horloge mécanique, auxiliaire nécessaire de l'invention d'une discipline du travail par le capitalisme médiéval.

A la suite de cet examen des origines lointaines des rapports de production capitalistes, les auteurs mettent en évidence le rôle décisif des transformations qui affectent au XVI^e siècle les villes et les campagnes en Grande-Bretagne. Ces transformations vont permettre à cette nation de supplanter les grandes puissances commerciales rivales, Espagne et Hollande, dont la prospérité a longtemps reposé sur l'alliance d'une classe de marchands et de princes à la recherche de nouvelles sources de richesse autres que celles que leur procurait jusque-là le grand commerce international et pour qui les grandes découvertes furent l'aboutissement d'une stratégie délibérée.

L'originalité de ce réexamen des bases initiales de la puissance manufacturière britannique réside dans l'analyse des rapports entre l'avènement du « putting-out system » et du mouvement des enclosures. En effet, deux éléments fondamentaux de l'ordre productif féodal font obstacle au développement du capitalisme : les droits collectifs de la petite paysannerie et les réglementations des corporations. La généralisation du système de la manufacture dispersée (putting-out system) place les corporations sous le contrôle des marchands et crée la nécessité pour les petits producteurs indépendants qui veulent le rester, d'exercer leurs activités en dehors des corporations. Le développement de l'industrie domestique et donc du travail à domicile à la campagne pour échapper aux réglementations

des corporations urbaines suscite donc l'essor d'une industrie rurale, souvent qualifiée de proto-industrie.

Par ailleurs, le développement des échanges entre villes et campagnes favorise la conversion de la rente en nature en argent et contraint de ce fait les paysans à monnayer leur surplus. En brisant les possibilités de survie des couches les plus démunies de la paysannerie le mouvement des enclosures libère une main d'œuvre « sans feu, ni lieu » disponible pour accompagner l'essor de la manufacture dispersée.

Dans la perspective de l'histoire longue, quels sont, dès lors, les prérequis pour que la grande transformation du XVI^e siècle débouche sur la révolution industrielle anglaise ? C'est ici, sans doute, que les auteurs innovent le plus face à une tradition historiographique bien établie. Ils montrent, en effet, d'une part, qu'un certain nombre d'innovations techniques ne favorisent en rien la concentration industrielle et l'avènement de la fabrique et qu'il convient donc de chercher ailleurs les facteurs qui poussent l'entrepreneur à regrouper la main-d'œuvre. Ils établissent, d'autre part, que ce sont les conflits sociaux entre nouveaux manufacturiers et artisans façonniers, ainsi qu'entre patrons et main-d'œuvre qualifiée, quant aux rythmes et aux formes du travail, qui induisent ce mouvement spectaculaire d'innovations dans l'industrie.

Bien sûr, la révolution industrielle n'aurait pas été possible sans une révolution agricole qui a, sans doute, plus de titres à incarner la « nouveauté radicale » puisqu'il s'agit, à travers elle, de substituer à l'élevage extensif hérité du mouvement des enclosures, la culture du blé comme marchandise, celle-ci devenant l'élément fondamental de la reproduction de la force de travail salariée. La révolution industrielle n'aurait pas non plus été possible sans une triple transition : sociale avec l'apparition des « workhouses », véritables « laboratoires sociaux des manufactures rassemblées et des fabriques » (p. 113), politique avec l'écrasement des révoltes ouvrières par l'Etat, culturelle avec l'ambivalence du mouvement des lumières qui exalte les droits du citoyen actif, parce que propriétaire, et voue les démunis aux initiatives autoritaires d'un Etat, dont ils ne sont que les sujets.

Si le passage de cette forme première de l'ordre productif capitaliste à la forme nouvelle qui s'ébauche aux Etats-Unis à travers le développement du système américain de manufactures et l'avènement parallèle d'un puissant mouvement ouvrier n'est pas abordé par nos auteurs, ils consacrent cependant des développements fort substantiels à la mutation de cet ordre productif dont la grande crise des années trente au XX^e siècle constitue le parachèvement. De cette mutation ils trouvent les indices dans la mise en œuvre d'une nouvelle politique salariale et l'action régulatrice de la structure en oligopoles stabilisés ainsi que dans les effets de la production standardisée sur la composition des classes sociales et, bien sûr, les formes nouvelles d'intervention de l'Etat.

De l'étude de ces « fragments d'histoire », se dégage un enseignement fondamental, relatif au rôle central des rapports sociaux qui façonnent non seulement les techniques, mais aussi les mentalités et les institutions politiques. Toutefois, les modalités de formation et d'utilisation du surplus, formes anciennes et nouvelles, sont souvent en décalage par rapport à ceux des rapports sociaux qui s'inscrivent dans une temporalité différente de celle des mouvements de la production. Ainsi s'expliquent la relative autonomie et parfois le rôle décisif du développement politique, du mouvement des idées à l'origine d'une complexité accrue de la stratification sociale. S'il n'est pas toujours vrai, hélas, que la démocratie politique constitue un facteur du développement économique, c'est sans doute, comme l'observent justement les auteurs, parce que la démocratie sociale ne l'accompagne pas, ou, lorsque c'est le cas, ne le fait qu'avec retard et hésitation.

A ces enseignements fondamentaux, il convient d'ajouter un certain nombre d'énigmes, c'est-à-dire de leçons de l'histoire dont la signification reste incertaine, tant celle-ci est relative à l'appareil mental des chercheurs qui la mettent au jour : il s'agit ainsi des

liaisons complexes entre transformations dans l'agriculture et formes d'industrialisation ; du rôle ambigu de la participation à la division internationale du travail alors que les politiques et les pratiques protectionnistes sont le plus souvent prépondérantes ; des formes de production alternatives au mode de production capitaliste, souvent réactivées par ce dernier dans le but d'en modifier, à son profit, le contenu.

Il est fascinant, à cet égard, de constater cependant que le capitalisme n'a jamais réussi à éliminer les formes de production qui permettent de concrétiser les aspirations des producteurs à l'autonomie. Peut-être y a-t-il là le meilleur argument en faveur de la distinction entre économie de marché et capitalisme à laquelle F. Braudel (10) attachait une si grande importance. L'ouvrage se clôt alors par un examen des devenir possibles des économies de la périphérie qui conduit à confronter l'histoire récente avec les théories du développement. Tour à tour sont évoquées les expériences de la Corée et de Taïwan, symbiose réussie entre un ordre productif original et un espace social marqué par une mobilisation, sous l'égide de l'Etat, des traditions sociales et culturelles en faveur de l'industrialisation ; du Brésil où les effets lointains de la société coloniale sont visibles à travers un développement non endogène qui débouche sur un mouvement puissant d'industrialisation qui accentue les inégalités sociales ; des pays du Sahel où l'extraversion a conduit à la dépendance absolue.

Questions aux auteurs

A l'issue de cet examen des principales thèses de l'ouvrage, plusieurs questions méritent d'être posées. La première a trait à l'introduction du calcul économique dans la production, introduction contemporaine du machinisme et dont Charles Babbage dans son *Economie des machines et des manufactures* (Paris, 1834) montre le caractère crucial. Si les innovations techniques sont perçues comme le résultat des conflits sociaux, n'est-ce pas d'abord parce qu'elles apparaissent comme le support de l'introduction de nouveaux critères de gestion et d'organisation de la production ? (11). La seconde question concerne l'absence d'une lecture véritablement géopolitique de l'avènement du capitalisme. Cette absence conduit les auteurs à considérer la politique internationale comme une succession de manches d'un même jeu, l'attention de l'observateur se polarisant sur le jeu plus que sur les transformations de l'environnement qui en modifie substantiellement le déroulement et sans doute le contenu. Plusieurs expressions des auteurs sont révélatrices à cet égard : « à l'aube du XVI^e siècle, l'Angleterre « rafle les mises », p. 114, les stratégies des firmes et des Etats sont soumises à une « règle du jeu » et à des objectifs qui se définissent à l'échelle mondiale » (p. 195). La troisième interrogation, qui se situe dans le prolongement de la question précédente, a trait aux stratégies des acteurs sociaux qui ne sont ni étudiées en elles-mêmes, ni véritablement situées historiquement. C'est sans doute un des travers de l'histoire longue que d'évacuer cette question à nos yeux fondamentale, puisqu'en longue période ne subsistent que les résultats des stratégies victorieuses, ce qui introduit un biais dans la compréhension de l'évolution des rapports sociaux.

¹⁰ F. BRAUDEL « La dynamique du capitalisme », Arthaud, Paris, 1985.

¹¹ cf. William LAZONICK « Industrial Relations and Technical Change : the case of the self acting mule », Cambridge Journal of Economics, 1979, 3, pp. 231- 262.

Sur le plan de l'investigation historique, quatre problèmes ne sont délibérément pas abordés et l'on aurait souhaité pouvoir évaluer de quel poids leur omission pèse sur la pertinence de la problématique d'ensemble. Il s'agit des conditions d'une analyse approfondie de la crise du XIV^e siècle et de ses possibilités d'interprétation en termes de crise d'un ordre productif ; de l'analyse de la résistance victorieuse de la paysannerie française à la révolution agricole à la fin du XVIII^e siècle et de ses effets sur le devenir de la société française notamment sous l'angle politique et social ; de l'étude de la formation des Etats nationaux et plus particulièrement des rapports, notamment en Europe de l'Est, entre genèse et évolution d'un ordre productif et genèse et évolution du mouvement des nationalités au XIX^e siècle ; de l'examen, enfin, des conditions dans lesquelles la Grande-Bretagne a perdu au XX^e siècle son statut d'économie dominante, conditions qui peuvent apparaître aussi essentielles pour la compréhension de l'évolution économique au XX^e siècle que la genèse d'un nouvel ordre productif dans l'entre-deux guerres aux Etats-Unis. En d'autres termes, dans quelle mesure le choix des « fragments d'histoire » que nous présentent P. Dockès et B. Rosier conditionne-t-il l'interprétation d'ensemble ? Celle-ci est-elle susceptible d'être modifiée sur la base de l'analyse d'autres fragments, tel un kaléidoscope dont le maniement ferait toujours apparaître de nouvelles figures ?

Demeure enfin l'interrogation centrale relative aux rapports entre élaboration d'une théorie synthétique du social et connaissance historique. En effet, extraire la logique d'une situation à la manière poppérienne n'est-ce pas toujours interpréter les institutions et plus généralement les structures sociales comme la synthèse du comportement d'agents rationnels et n'est-ce pas toujours en quelque manière dénier toute signification propre à ces structures sociales, en subordonnant leur intelligibilité à la procédure d'agrégation des comportements qui est seule justifiable par la science dont cette procédure relève, mais qui ne peut en rendre compte qu'en termes formels ? Or, de ce point de vue, P. Dockès et B. Rosier font preuve d'une telle compréhension à l'égard des thèses qui inspirent l'individualisme méthodologique que le risque qu'une contradiction majeure s'insère dans leur démarche ne nous paraît pas toujours écarté.

Il y a lieu de rappeler ici la condamnation sans appel que prononçait L. Fèbvre de ces formes ludiques de construction du social (parce qu'il ne s'agit que de jeux d'intellectuels), en rappelant que c'est « *sous l'action de la société politique, sous son contrôle que s'organisent les diverses sociétés conjugales, les familles, les sociétés de village, groupements soi-disant primitifs qu'elle façonne en réalité et auxquels elle est, au fond, antérieure puisqu'elle préside à ce qu'on peut nommer leur mise en forme. Ainsi les groupes sociaux multiples et variés de forme et d'étendue – tribus, phratries, clans, familles – qui s'englobent les uns les autres et s'entrecroisent, ce ne sont pas « les formes originelles, prépolitiques de l'organisation sociale – les atomes dont l'agglomération, à une époque relativement tardive de l'évolution humaine a seule donné naissance à l'Etat » comme le professait encore le Fustel de Coulanges de la Cité antique. Construction faite à rebours. Ni phratries, ni curies, ni tribus, ni clans n'ont jamais été des Etats, mais toujours, uniquement, des subdivisions d'un Etat ou d'une tribu » (12). Et L. Fèbvre concluait en citant Ed. Meyer : « L'Etat n'est pas sorti de ces groupements ; ce sont eux, au contraire, qui ont été créés par l'Etat » (12). En d'autres termes, il n'est pas possible de déduire la signification d'une structure*

(12) L. FEBVRE « La Terre et l'évolution humaine », La Renaissance du livre, 1922, p. 183

sociale de l'analyse des comportements, puisque seule celle-ci désigne les espaces, les enjeux et les règles qui définissent les domaines où ces derniers peuvent prendre place.

Par la densité de l'information, le mariage heureux de l'analyse économique, de l'investigation historique et de la réflexion épistémologique sur la connaissance de la société, l'ouvrage de P. Dockès et B. Rosier apparaît, en définitive, comme une contribution majeure à la compréhension des mutations du capitalisme et des transformations sociales et politiques.

Daniel Dufourt, maître de conférences de sciences économiques à l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon, participe au sein de l'université « Lumière-Lyon II » aux activités des équipes de recherches « Economie des changements technologiques » et « Analyse, épistémologie, histoires économiques ». Il est codirecteur de la collection « Science des systèmes » aux Presses Universitaires de Lyon depuis 1980.